



République du Burundi  
Parti de l'Unité pour le Progrès National  
Permanence Nationale du Parti  
UPRONA



N° UPRONA/ 049 / CAB / 2015 /

*Bujumbura le 03/7/2015*

**TRANSMIS COPIE POUR INFORMATION A :**

Son Excellence Monsieur le Président de la République, avec les assurances de ma plus haute considération.

**A Monsieur le Secrétaire Général  
des Nations Unies,  
à New York.**

Monsieur le Secrétaire Général,

Le Parti UPRONA remercie sincèrement l'Organisation des Nations Unies « ONU », à travers Votre Autorité, pour les appuis multiformes dont le BURUNDI a bénéficié et continue de bénéficier de la part de l'illustre Organisation que Vous représentez.

Sans être exhaustifs, nous citerons particulièrement :

- Le parrainage et l'accompagnement sans faille des négociations d'ARUSHA qui ont abouti à la signature de l'Accord d'ARUSHA pour la Paix et la Réconciliation au BURUNDI, en date du 28 Août 2000 ;
- L'envoi au BURUNDI des différentes missions d'observation de la paix et d'accompagnement de la stabilisation de nos Institutions (ONUB, BINUB, MINUB, MENUB...);
- L'accompagnement dans le cadre de la Commission de Consolidation de la Paix (Configuration BURUNDI);
- L'appui au développement du BURUNDI à travers la présence permanente du Programme des Nations Unies pour le Développement « PNUD » ainsi que des autres Organismes du Système des Nations Unies ;
- L'accompagnement dans le cadre de la mise en œuvre du Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté, première et deuxième générations (CSLPI et 2) et dans la démarche vers l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ; *mb*

Adresse : Avenue Nicolas MAYUGI

8 P. 1810 Bujumbura \* Burundi \* Tél. 257 22 22 50 89 - Fax 257 22 21 31 19

- L'accompagnement dans le cadre du processus électoral en 2005, en 2010 et actuellement en 2015.

A l'étape actuelle, au moment où le processus électoral bat son plein pour la mise en place de nouvelles Institutions démocratiques, la présence des Nations Unies au BURUNDI est malheureusement en train d'être instrumentalisée négativement par certains acteurs politiques et de la société civile. Cette instrumentalisation donne à la Communauté Internationale une fausse image de la réalité sur le terrain au BURUNDI.

En effet, sous l'égide des Nations Unies, **une feuille de route vers les élections de 2015 a été adoptée en Mars 2015.**

Par la suite, dans la droite ligne de la feuille de route, **le Code Electoral a été adopté unanimement par les Parlementaires de l'Assemblée Nationale et du Sénat, et promulgué en date du 03 Juin 2014.**

Toujours en application de la feuille de route vers les élections de 2015, **un Code de Conduite a été signé par tous les partenaires aux élections (Gouvernement, Partis Politiques, Organisations de la Société Civile, Média...).**

En dépit de toute cette démarche concertée et consensuelle, certains Partis Politiques, certains Acteurs Politiques, avec le soutien de certaines Organisations de la Société Civile, n'ont pas voulu participer au processus électoral et se sont mis à le saborder systématiquement, jusqu'à créer une situation d'insécurité dans le pays.

Dans cette logique, sous prétexte de combattre le soi-disant 3<sup>ème</sup> mandat du Président Pierre NKURUNZIZA, ces Partis Politiques et ces Organisations de la Société Civile ont organisé une insurrection dans certains quartiers de la Capitale BUJUMBURA et dans certaines régions de l'intérieur du pays, depuis le mois d'Avril 2015 jusqu'à aujourd'hui. Ces mouvements d'insurrections appelés « Manifestations » par leurs auteurs, « dans le cadre de l'exercice de leurs droits constitutionnels », se sont soldés par des tueries à grande échelle, des incendies de maisons et véhicules de l'Etat et/ou des particuliers, des lapidations d'individus, des personnes brûlées vives, des destructions des infrastructures publiques ... Ces mouvements d'insurrections ont atteint leur paroxysme avec le putsch avorté du 13 Mai 2015, et leurs organisateurs ont été vus aux côtés des Officiers putschistes ! Quelle honte !

A la demande de ces mêmes Partis Politiques et activistes de la société civile, les Organisations Régionales et Internationales, au premier rang desquelles se trouve l'ONU, ont conseillé que les élections communales et législatives soient reportées pour créer les conditions propices à l'organisation des élections et donner la chance à tous les Partis Politiques de s'y préparer. C'est ainsi que ces élections ont été reportées à deux reprises : **d'abord prévues pour le 26 Mai 2015, elles ont été reportées au 05 Juin 2015, puis au 29 Juin 2015.** *mlg*



Au lieu de se préparer à la compétition électorale, les mêmes acteurs ont redoublé d'ardeur dans l'enseignement de la violence, de la désobéissance civile et dans l'intoxication de la Communauté Internationale, en se faisant passer pour les victimes du pouvoir en place. Ainsi, **le loup se faisait passer pour l'agneau!**

**L'Envoyé Spécial dans la Région des Grands, que Vous avez désigné, en la personne de Saïd Djinit, a fait un travail remarquable de rapprochement des tendances, mais a été vite désavoué par les mêmes acteurs qui se disent de l'Opposition Politique.** Cette action de facilitation a été reprise par le **Professeur Abdoulaye Bathily**. Malheureusement, la deuxième phase de négociations a commencé à la veille des élections, ce qui n'a pas permis aux partenaires engagés dans les élections d'y participer.

Bien évidemment, les acteurs qui n'entendent pas participer aux élections en ont fait un prétexte pour demander un 3<sup>ème</sup> report des élections, requête à la quelle la facilitation a manifestement accédé. Ce 3<sup>ème</sup> report n'était en réalité pas envisageable, au risque de se retrouver dans un vide constitutionnel porteur de tous les dangers, surtout que l'on sait que c'est cette situation que voulaient ceux qui réclamaient le report.

Ainsi, les élections communales et législatives du 29 Juin 2015 se sont déroulées dans un contexte caractérisé par des menaces de terrorisme, des tracts..., selon lesquels toute personne qui irait voter s'exposerait à un assassinat certain et exposerait sa famille au même sort. Ces menaces étaient proférées au grand jour par les leaders des Partis ayant boycotté le processus électoral. **Heureusement l'Administration Territoriale et les Forces de Défense et de Sécurité ont réussi brillamment à sécuriser les élections et aucun incident ne s'est produit nulle part dans le pays en date du 29 Juin 2015 (le jour des élections).**

Toutes ces considérations réunies, le Parti UPRONA demande à Votre Autorité ce qui suit, et suggère les propositions suivantes pour que le pays sorte de la crise et s'achemine résolument vers un renouvellement des institutions à la tête du pays:

- **Que le processus électoral se poursuive comme prévu, pour éviter qu'il y ait un vide institutionnel qui serait consécutif à la fin des mandats des Institutions actuelles ;**
- **Qu'à la fin des élections, la facilitation reprenne son travail. En vue d'éviter les dérapages observés récemment, les Partenaires Politiques burundais devraient s'entendre sur les membres de l'équipe de facilitation représentant les Organisations Régionales et Internationales ;**
- **Que l'équipe de facilitation veille à travailler avec tous les partenaires représentant les tendances politiques actives sur le terrain ;**

*mb*

- Que le Parti UPRONA soit formellement invité au cours du dialogue, compte tenu de son rôle historique dans l'évolution positive, passée et actuelle de notre pays ;
- Que la facilitation mette en avant l'esprit de rapprochement des partenaires politiques burundais, sans chercher à empiéter sur les questions de souveraineté nationale.

Les Organisations Régionales et Internationales, qui nous lisent en copie, rendraient un service précieux au peuple burundais en aidant à ce que le processus électoral en cours se poursuive et se termine dans la paix et dans la tranquillité.

Conscient des vertus du dialogue, le Parti UPRONA demande par ailleurs aux Institutions qui sortiront des élections en cours de se mettre rapidement, dès qu'elles seront en place, à l'écoute de tous les Partis Politiques, des Organisations de la Société Civile et de toutes les couches de la population pour instaurer un système de gouvernement consensuel et au service des intérêts légitimes du peuple burundais, sans exclusion aucune.

Dans l'espoir que le contenu de la présente bénéficiera de l'attention bienveillante de votre part, nous Vous prions d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de notre haute considération.



**COPIE POUR INFORMATION A :**

- S.E Madame la Présidente de la Commission de l'Union Africaine,
- S.E Monsieur le Président de la République Unie de Tanzanie,
- S.E Monsieur le Président de la République du Kenya,
- S.E Monsieur le Président de la République de l'Ouganda,
- S.E Monsieur le Président de la République du Rwanda,
- Monsieur le Secrétaire Exécutif de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs,
- Missions Diplomatiques et Consulaires Accréditées au Burundi (toutes)
- Monsieur le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies dans la Région des Grands Lacs